

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

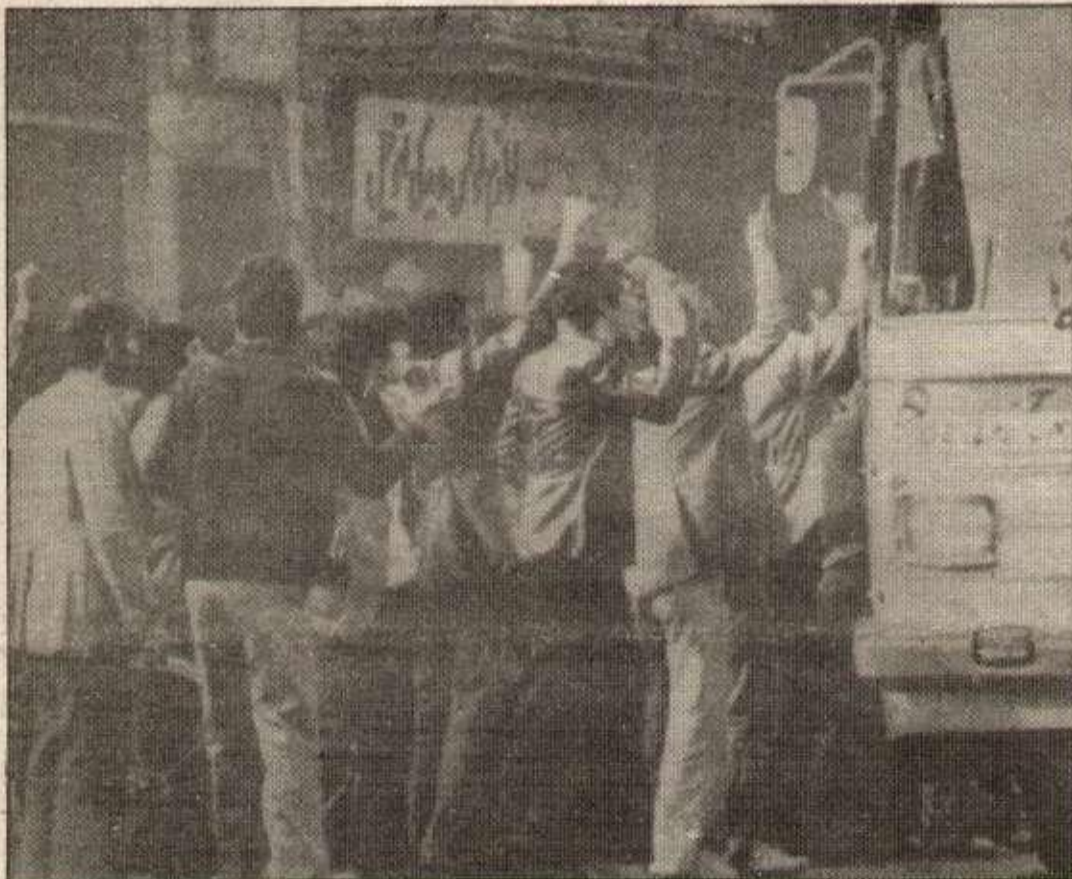
MARDI 5 DECEMBRE 1978 - N° 804

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## LE PEUPLE IRANIEN DEFIE LE GOUVERNEMENT MILITAIRE

Pour la 3<sup>e</sup> fois consécutive des dizaines de milliers de manifestants ont parcouru les rues de Téhéran et de plusieurs grandes villes du pays dans la nuit de dimanche à lundi. Lundi matin, les manifestations se poursuivaient.



Le Moharam, le grand deuil des musulmans chiites, est l'occasion pour le peuple iranien de relancer la lutte contre le régime du Shah. Depuis vendredi, le peuple manifeste malgré la loi martiale. Défiant le couvre-feu, les manifestants se regroupent dans les ruelles du bazar de Téhéran, où l'armée peut difficilement les déloger. La grève paralyse la capitale, où la plupart des commerces sont fermés. Il est impossible de se procurer du fuel ou de l'essence à Téhéran, les conséquences de la grève des raffineries continuant à se faire sentir. Les journaux et la télévision sont en grève.

Des mouvements analogues se sont produits à Ispahan et à Mashad. Dans tous les cas, le régime a eu comme seule riposte d'ouvrir le feu. Les morts se comptent par dizaines, peut-être par centaines. C'est dans cette situation où le peuple iranien ne fléchit pas dans sa lutte courageuse contre le régime, que le Shah tente, une fois de plus, de trouver une issue politique, recevant Ali Amini, son ancien Premier ministre, sur l'initiative, semble-t-il des Américains.

Autant de manœuvres qui ne semblent pas devoir faire dévier le peuple iranien de sa lutte pour le renversement du Shah. On apprenait lundi matin que le siège de la police avait été attaqué à Téhéran : un policier au moins aurait été tué dans les affrontements. L'Ayatollah Khomeiny lançait un appel à la désertion des soldats.

Lire en page 6  
notre  
correspondance  
par téléphone  
de Téhéran

### SOMMET EUROPEEN

#### RETICENCES BRITANNIQUES

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement s'ouvrira ce lundi à Bruxelles. Le point principal de son ordre du jour consiste dans la mise sur pied du système monétaire européen.

Une tâche rendue difficile par la position du gouvernement britannique, qui ne s'intégrera probablement pas à la zone de stabilité monétaire, à en croire les dernières déclarations du chancelier de l'Echiquier Healey. Les tractations seront laborieuses pour trouver un compromis entre les intérêts divers des pays de la CEE. La solidité de l'union monétaire européenne sera à la mesure de la résistance que les pays de la CEE opposeront aux pressions américaines.

Lire en page 3

#### Des dizaines de milliers avec les paysans du Larzac

Des dizaines de milliers de manifestants ont accompagné les paysans du Larzac samedi à Paris. Dimanche, les paysans ont été reçus par le chef de cabinet du ministère de la Défense, qui se déclare prêt à engager les négociations qu'ils réclament depuis huit ans.

Lire en page 2

#### 41 mineurs sud-africains assassinés

Samedi après-midi, une galerie s'est effondrée dans une mine d'or en Afrique du Sud. L'accident s'étant accompagné d'un incendie, les responsables de la mine ont décidé de murer la galerie dans laquelle s'était produit l'effondrement « afin d'éviter que le feu ne se propage dans le reste de la mine ». Peu importe à l'Anglo-American Corporation que 41 mineurs travaillaient dans cette galerie. « Nous devons accepter le verdict que ces hommes n'avaient plus aucune chance de survivre » déclarait un porte-parole avec un cynisme incroyable.

En réalité, il est très probable que les 41 mineurs ou au moins une part d'entre eux, sont morts brûlés ou asphyxiés, faute de secours.

Pour ne pas compromettre la poursuite de l'exploitation du métal fin.

### Plan Barre à la Sécurité sociale HAUSSE DES COTISATIONS

« Il n'y a pas d'autre moyen pour compenser le déficit de la Sécurité sociale que d'augmenter les cotisations ». C'est Simone Veil qui parle. Le ministre de la Santé prépare par cette phrase les mesures qui seront sans doute prises par le conseil des ministres du 13 décembre. Encore une fois, ce sont les travailleurs qui doivent payer selon madame Veil.

## BHV (Paris)

## Huit blessés dont deux grièvement dans un attentat à l'explosif

Samedi, vers 15 h 30, explosait un engin dans les magasins du BHV de Paris, blessant huit personnes dont deux grièvement.

Les dégâts sont importants, la thèse de l'attentat a été confirmée par le fait que les enquêteurs ont retrouvé le système à retardement sur les lieux : un réveil bricolé. La puissance de l'engin, et le fait qu'il ait été posé dans un recoin exigü, a donné une grande puissance à la déflagration. Celle-ci projetait les nombreux ustensiles du rayon «bricolage-cave» dans le sous-sol du magasin à terre, ensevelissant sous leur poids des vendeuses et des clients, nombreux ce samedi après-midi à l'approche des fêtes de fin d'année.

Un vent de panique s'est emparé des personnes présentes qui se sont précipitées vers les sorties. Les secours arrivaient rapidement sur les lieux et dégageaient huit blessés dont deux grièvement. Parmi ces derniers, une vendeuse de 67 ans, qui effectuait des extras. Elle a dû être

amputée des deux jambes.

L'attentat était revendiqué, quelques heures plus tard, par deux coups de téléphone, dont l'un se réclamant du FLB. Mais même les flics ne croient pas à l'authenticité de ces affirmations.

Les protagonistes avaient-ils prévu ? Car au BHV, les alertes à la bombe sont fréquentes, au point que les services de sécurité du magasin, en viennent à négliger d'évacuer les locaux du magasin à chaque fois qu'une telle alerte a lieu, comme le rapportent les syndicats du personnel employé au BHV. Pourtant, en juin dernier, une vendeuse avait découvert un engin explosif dissimulé dans une boîte de jouets !

Quoi qu'il en soit, cet attentat, commis un jour de grande fréquentation à l'approche des fêtes, ne pouvait viser qu'à tuer, parmi les employés et la clientèle.

C'est un acte criminel qui fait figure de provocation, et que rien ne peut justifier.

## Paris

## DES DIZAINES DE MILLIERS DE MANIFESTANTS AVEC LES PAYSANS DU LARZAC

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi à l'entrée de Paris avec les 22 paysans du Larzac, qui arrivaient au terme de leur marche de 710 kms. Ceux-ci ne parvenaient toutefois pas à leurs fins, puisque leur but était de se faire recevoir par Giscard, pour lui demander de suspendre le projet d'extension du camp militaire. Celui-ci ne daignait pas les recevoir.

Fatigués par leur marche et déçus par la réponse de Giscard, les 22 du Larzac n'en prenaient pas moins la tête de la manifestation qui se déroulait de la Porte d'Orléans à la Porte d'Italie, le préfet de Paris maintenant son interdiction d'entrer dans la capitale.

Dès le début, des incidents se produisaient avec des éléments dits «incontrôlés», dont près d'une vingtaine, selon des témoignages, ont été vus débarquer des cars de flics. Un moyen de «justifier» l'intervention prise par le préfet ? Le très important dispositif policier mis en place, répondant aux divers projectiles par des tirs de grenades lacrymogènes.

Mais les lacrymos, évitant les éléments «incontrôlés», bien distincts du défilé, étaient tirées dans la manifestation elle-même, de façon provocatrice, dans un but de dispersion immédiate évident.

Quoi qu'il en soit, les dizaines de milliers de manifestants, dont de nom-

breux étaient venus de province et arboraient des emblèmes régionaux, continuèrent leur marche, dans une atmosphère lourde et enfumée, respectant les souhaits des paysans du Larzac, de ne pas scanner de mots d'ordre. Seules quelques banderoles exprimaient la lutte des Larzac, une lutte de huit

ans, où ils n'ont cessé d'assurer : «*Nous gardons le Larzac !*». La manifestation se dispersait sans incident notable, et des manifestants se retrouvaient dans la soirée à la faculté de Vincennes, pour des projections de films, des débats, autour du thème de la lutte des paysans du Causse.



### ● Détective sanctionné

La Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et l'adolescence, examinait dans sa séance du 29 novembre le cas de *Détective*, hebdomadaire particulièrement réactionnaire et sexiste.

Cet examen de la Commission venait après la campagne menée par un Collectif Femmes contre *Détective*.

Les représentants de la presse et des éditeurs n'ont cependant pas réalisé l'unanimité sur les décisions à prendre, l'action engagée concernant les affiches publicitaires, ce que certains considéraient comme ne relevant pas de la Commission. Celle-ci tranchait cependant par 15 voix, contre 4 abstentions, pour une suppression de la vente aux mineurs, interdiction d'exposition du journal et de publicité par voie d'affiches.

Peyrefitte a entériné ces décisions. A terme, c'est l'existence de ce journal qui est remise en cause, puisqu'il ne bénéficie plus des divers avantages réservés à la presse d'information : ainsi sa TVA devra passer de 4 % à 33 % et ne pourra plus être distribué par le réseau traditionnel.

### ● Les PDG - truands

Onze personnes viennent d'être inculpées à la suite d'une enquête judiciaire ouverte en 1975 sur une affaire de détournements de fonds des caisses de retraite et de prévoyance des ouvriers du bâtiment. Plusieurs PDG ou ex-PDG font partie des inculpés, notamment des directeurs de banques qui avaient couvert ces détournements, qui selon la caisse qui s'est portée partie-civile, atteindraient 85 millions de francs.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Kismoune libre mais encore inculpé

A Creil, en mai 75 on découvre le cadavre d'une retraitée. En octobre de la même année, une jeune fille de 15 ans accusait Youssef Kismoune, ajusteur algérien. Aucune preuve, aucun indice, aucune justification de son geste n'a jamais pu être apportée. Peu importe, en mai 77 la Cour d'assise de Beauvais le condamne à 20 ans de réclusion alors que la jeune fille qui l'avait accusé avouait que s'est sa mère et son amant, policier de son état, qui l'avaient forcés à accuser Kismoune...

En Cour de cassation le vice de forme sera rejeté et

la peine confirmée. C'était le 14 décembre dernier.

Refusant de se résigner, Kismoune entamait une grève de la faim le 6 octobre de cette année pour exiger la révision de son procès. La commission de révision a décidé de le remettre en liberté ne pouvant visiblement faire autrement à la suite de la campagne de presse conduite notamment par son avocat Gisèle Halimi.

La justice de Peyrefitte perdant toute pudeur tente de se servir de cette affaire pour seriner : «*certes, il nous arriver de nous trom-*

*per mais nous savons corriger nos erreurs.*»

Ces propos ne sauraient nous faire oublier que si Kismoune est maintenant libéré il n'en demeure pas moins inculpé et que surtout, sa libération et maintenant la révision de son procès, il ne les devra pas à Peyrefitte. Au contraire, celui-ci s'y est opposé aussi longtemps qu'il a pu. Comme il avait refusé d'entendre les protestations d'innocence de Christian Ranucci qui fut, lui, guillotiné.

François MARCHADIER



### En 1971, une opération fatale

## Trois médecins inculpés

Le 30 mars 1971 décédait dans des conditions dramatiques un enfant de 12 ans. Le petit Didier, ce jour-là, se faisait opérer pour une ablation d'un kyste. Le médecin, Peignaux, décidait de pratiquer l'opération au domicile de Didier, dans la cuisine de l'appartement de ses parents à Saint-Denis. Peignaux opère finalement le jeune garçon de l'ap-

pendice, sur la table de la cuisine. Cette opération devait être fatale au petit Didier. «*C'était une véritable boucherie*» témoigne son père. Celui-ci entreprenait une action en justice qui, au terme de sept ans d'instruction, aboutit à l'inculpation de trois médecins.

En effet, Peignaux était à l'époque soigné pour

troubles mentaux, mais l'Ordre des médecins du département lui avait cependant permis son inscription à l'Ordre, et de ce fait, le droit d'exercer. Pourtant, Peignaux avait, pour ce même motif, été interdit de pratiquer dans l'Aube et en Guyane. C'est pour cette raison que Jules Troncin, alors président de l'Ordre des médecins de la Seine Saint-Denis, a été

inculpé pour homicide involontaire, ainsi que les deux médecins responsables de l'hôpital psychiatrique Ste-Anne, où était soigné Peignaux, au moment du drame, et qui ne s'étaient pas inquiétés de la disparition de leur malade.

Le médecin Peignaux a été jugé «irresponsable» au vu de ses troubles psychiques.

## Sommet Européen : réticences britanniques

● Lundi et mardi, se tient à Bruxelles le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CEE. A l'ordre du jour, la politique monétaire commune, et la politique agricole. Des difficultés importantes attendent les chefs d'Etat et de gouvernement, après la réitération par la Grande Bretagne de ses réserves.

Le Conseil européen se réunit trois fois par an. C'est depuis 1974, sur proposition de Giscard d'Estaing, que ces réunions se tiennent régulièrement. L'objectif qui leur a été assigné est de faire progresser la coopération politique des Etats membres. Il traite de toutes les questions qui n'étaient pas prévues initialement par le traité de Rome ; par exemple, l'harmonisation des politiques étrangères. Son objet est habituellement de faire avancer les problèmes communautaires à propos desquels un blocage apparaît dans le cadre du fonctionnement des institutions.

Les problèmes soulevés dans le cadre de ce sommet de décembre n'ont rien de simple. Il s'agit principalement de préciser les modalités de mise en œuvre de la zone de stabilité monétaire européenne. La nécessité en apparaît aux différents impérialismes en raison des perturbations que les fluctuations du dollar provoquent dans les échanges communautaires. Ces contorsions du dollar, par leurs effets différenciés selon les monnaies, rendent aléatoire toute tentative de prévision économique et grèvent les tentatives de relance envisagées ou déjà mises en place par certains pays.

C'est ce qui rapproche sur ce point les différents pays européens. Mais des visées contradictoires plus ou moins vives les opposent quant aux modalités concrètes de ce système. Le développement inégal

de la crise a des conséquences différenciées sur l'économie et donc sur la monnaie des différents pays. C'est ainsi que la valeur de la monnaie allemande ne cesse d'augmenter, cependant que les monnaies italienne et britannique connaissent des difficultés persistantes.

Le principe consiste à constituer une zone monétaire européenne sur la base de parités fixes.

Reste à savoir comment assurer cette stabilité des monnaies. Les pays à monnaie faible (Grande-Bretagne, Italie, Irlande) réclament une aide pour supporter cette situation : les pays du Bénélux, la France et l'Allemagne semblent disposés à fournir cette aide. Le problème le plus sérieux subsiste dans l'attitude britannique. Le chancelier de l'Echiquier Healey a annoncé la semaine dernière que son pays ne s'associerait pas au système de stabilité monétaire si ses partenaires ne tenaient pas davantage compte de ses exigences. Le gouvernement britannique souhaiterait notamment que la RFA s'engage plus nettement à stopper la hausse constante de sa monnaie. Cette hausse retentit sur la valeur de l'ECU, qui est déterminée par un « panier » des monnaies de la CEE, chacune affectée d'un coefficient fixe ; une hausse du mark entraîne donc vers le haut la valeur de l'ECU, ce qui pénaliserait les pays à monnaie faible, dans le cadre d'un système où les échanges se feraient en ECU.

On estimait généralement, à l'ouverture de ce sommet, que la Grande-Bretagne n'adhérerait pas au système. Elle ne s'y opposerait pas, en ce sens qu'elle n'utiliserait pas son droit de veto, mais ne s'y intégrerait pas, au moins dans un premier temps. Une mesure qui pourrait compromettre à terme la solidité du système monétaire européen.

D'autant que les exigences britanniques vont également s'affirmer dans le domaine de la politique agricole commune, le gouvernement britannique estimant trop élevée sa participation au financement de la politique agricole commune. Dans une récente déclaration, Callaghan avait vivement protesté contre un texte confidentiel de la commission de Bruxelles, qui prévoyait que la Grande-Bretagne serait le premier bailleur de fonds de la Communauté en matière agricole en 1980. Il semble peu probable que les autres Etats européens acceptent les exigences britanniques, qui ne font que renouveler les attaques britanniques contre la politique agricole commune (la Grande-Bretagne exige la suppression d'un certain nombre de subventions communautaires en direction des pays à production excédentaire, dont l'Allemagne).

Les pressions américaines constituent la toile de fond sur laquelle se déroulent ces tractations. L'union monétaire européenne sera à la mesure de la résistance qu'apporteront les pays de la CEE à ces pressions. Dans la situation actuelle, il semble bien que l'attitude britannique travaille, de fait, dans le sens des intérêts américains.

François NOLET

## Vote du RPR vis-à-vis de la législation sur la TVA : un avertissement sans frais

● Le RPR a repris sa guérilla parlementaire en se saisissant d'un projet de loi visant à harmoniser la législation sur la TVA avec la législation européenne. Pour la première fois, les députés RPR ont franchi le pas de voter contre le projet gouvernemental, empêchant ainsi le vote de la loi.

Ce n'est pas par hasard si le texte incriminé résulte d'une application d'une directive communautaire européenne. Le but de ce projet de loi était en effet de réformer la législation sur la TVA, conformément à cette directive. Actuellement, le financement de la Communauté européenne des neuf est assuré par un prélèvement sur les droits de douane et les montants compensatoires, ainsi que par une contribution des Etats, au prorata du produit intérieur brut. Ce mode de financement doit être progressivement remplacé par des prélèvements sur la TVA, ce qui implique une harmonisation des législations nationales.

Ce débat pose donc le problème de l'indépendance législative des différents Etats face aux initiatives communautaires. Le groupe RPR, dans sa quasi-totalité, s'y est opposé, sur l'intervention de Foyer, président de la Commission des lois. Les députés ont déclaré irrecevable le projet de loi. Le groupe socialiste, après avoir hésité sur l'attitude à prendre, s'est finalement déterminé, notamment sur l'insistance de Chevènement, à voter contre le projet, qui a donc été repoussé par 333 voix (PS, PC, 134 RPR), contre 132 (121 UDF, 10 RPR).

Il convient cependant d'apprécier les limites de cette fronde du RPR, même si pour une fois, il est passé à un vote hostile au gouvernement. A quelques jours du sommet des chefs d'Etat de la CEE, le RPR fait pression sur ses partenaires de la majorité pour leur rappeler qu'il peut bloquer toute décision sur la question européenne. Ceci dit, Foyer lui-même, qui est à l'origine de ce vote, a précisé les limites de cet accès de mauvaise hu-

meur : « Je ne suis hostile, a-t-il déclaré, ni aux dispositions du projet, ni à la personne du ministre, ni à l'Europe (sauf à celle des bureaux), mais je défends les droits du Parlement, donc la souveraineté de la République ».

Mais surtout, ce vote intervient dans un cadre qui ne risque pas de provoquer de crise grave. La responsabilité du gouvernement n'était pas engagée sur ce texte ; si cela avait été le cas, le vote du RPR aurait sans doute été différent. Du reste, Chirac avait, lors de la dernière guérilla parlementaire, rappelé les limites qu'il n'entendait pas franchir : pas question pour le RPR de voter une motion de censure, qui aboutirait à de nouvelles élections au résultat incertain pour l'ensemble de la majorité. Mais, à l'occasion, continuer à maintenir une pression sur le gouvernement pour l'amener à tenir compte de certaines exigences du RPR.

F. N.

## Problèmes à la mairie du PCF d'Amiens

Alors que le dernier bulletin municipal d'Amiens vante les qualités gestionnaires de la municipalité, en particulier pour la gestion des écoles et le ramassage des ordures, la réalité commence à démentir cette propagande.

Marcel Sinoquet, adjoint PCF pour les écoles, vient de présenter sa démission

de son poste d'adjoint, démission acceptée par le maire René Lamps au nom de la « liberté individuelle de chacun ». Officiellement, il s'agit de problèmes de santé ; en fait, il s'agit plutôt de contradictions au sein de la municipalité — et du PCF — sur la question : « que peut-on faire d'autre que de gérer la crise ? »

Le problème est réel : fin octobre, les 80 éboueurs à l'appel de leurs syndicats, se sont mis en grève pour le reclassement dans le groupe supérieur de rémunération et la retraite à 55 ans. La municipalité a condamné ce mouvement en déclarant publiquement : « Les élus municipaux ne peuvent que regretter une telle décision. La population comprendrait difficilement que l'administration municipale puisse satisfaire des revendications visant à l'ascension systématique des éboueurs au grade de chefs éboueurs, ou à la suppression de l'examen prévu pour l'obtention de

grade de chef de garage. La municipalité doit-elle, pour pallier la faiblesse des rémunérations de la fonction communale, transformer tout le personnel en chef ? »

S'il est vrai qu'au bout de quelques jours, les éboueurs ont repris le travail avec de maigres résultats (une prime de 150 F et le paiement des jours de grève), il n'en reste pas moins que le visage de « patron de gauche » de notre municipalité commence à apparaître plus nettement aux yeux d'un plus grand nombre de travailleurs.

Ainsi, cette année, la rituelle campagne démagogique à propos de la hausse des impôts locaux (qui atteint 20 % à 30 % dans certains quartiers HLM) sur le thème : « Ce n'est pas notre faute, mais celle du gouvernement » passe plus difficilement, comme le montre le peu de succès de la carte-pétition destinée à Barre à ce sujet.

Correspondant

## 25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Camarades, amis lecteurs,

Grâce à l'effort que vous avez accompli depuis le lancement de la souscription, nous sommes tout prêts d'atteindre l'objectif des 25 millions. Mais, depuis quelques jours, la souscription connaît un fléchissement très net.

Comme vous avez pu le constater, à la lecture des tableaux quotidiens que nous publions, le montant de la somme recueillie chaque jour qui était, il y a quelque temps, de plus d'un demi-million, a beaucoup diminué ces derniers jours.

### Tonnerre

Des sympathisants de la région de Châtillon sur Seine..... 70

### Auxerre

Des travailleurs des PTT..... 100  
Des camarades..... 500  
Un camarade..... 150  
Un professeur..... 50

pour ne plus atteindre aujourd'hui que 1 547 F. Il faut mettre fin à cet état de choses dans les plus brefs délais, grâce à l'effort renouvelé de chacun, notamment en élargissant le cercle des gens, autour de nous, que nous sollicitons pour la souscription. Il faut relancer l'effort, développer l'initiative, pour atteindre en quelques jours les 25 millions.

Rien ne serait plus préjudiciable que de ralentir cet effort financier, d'autant qu'il s'inscrit dans le cadre d'un effort qui devra forcément être continu, pour que vive le Quotidien du Peuple.

Des professeurs..... 300  
Un employé..... 100  
Vente de cartes de vœux..... 40  
Ventes..... 237

Total..... 1 547 F

ANCIEN TOTAL..... 225 119 F

NOUVEAU TOTAL..... 226 666 F

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse ..... F.

Nom : .....

Adresse : .....

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

## LUTTES OUVRIERES

Plissis-Sauvadet (Paris 13<sup>e</sup>)COMBATIVITE  
EXCEPTIONNELLE

● 14 ouvrières en lutte depuis un mois. Des milliers de tracts distribués dans des interventions quasi-quotidiennes. Près d'un million et demi d'anciens francs collectés sur le quartier. Ces chiffres suffisent à montrer la détermination qui anime les grévistes de Plissis-Sauvadet (Paris 13<sup>e</sup>). Nous faisons le point sur cette lutte, alors que des négociations tripartites avec l'Inspection du Travail sont en cours depuis 3 jours.

C'est le 31 octobre dernier que les ouvrières apprennent que la seule augmentation de l'année, pourtant prévue en octobre, est refusée. La majorité des ouvrières décident alors la grève totale pour une augmentation de 9 % du taux horaire et la suppression du travail aux pièces.

Aux revendications de salaire s'ajoutent également l'amélioration des conditions de travail, de sécurité, la reconnaissance des droits syndicaux et le respect des ouvrières.

C'est la première grève dans cette petite entreprise qui emploie une vingtaine d'ouvrières, où les salaires sont bas (2 000 F par mois) et où on ne reste pas très longtemps. Comme dans beaucoup de petites boîtes, les conditions d'hygiène et de sécurité sont lamentables : installation électrique défectueuse, locaux non aérés etc. Si le patron se fiche des conditions de travail des ouvrières, il n'hésite pas non plus à les insulter grossièrement.

Mais cette fois, la coupe était pleine et il fallait faire

quelque chose. L'intransigeance du patron et le chantage à la fermeture qu'il fit au début de la grève, n'entamèrent pas la détermination des grévistes qui estiment de toute façon, n'avoir pas grand-chose à perdre. Elles s'engagent alors dans un vaste travail de popularisation de leur lutte, organisent le soutien financier. L'Union locale CGT apporte son soutien, contrairement à ce qui s'était passé pour une grève semblable (Touzot-Halbert)... avant les élections de mars.

Leurs multiples initiatives permettront de créer un réel courant de sympathie autour de leur lutte : interventions et collectes sur les marchés, aux sorties du métro etc... L'accueil est particulièrement chaleureux à la sortie des entreprises où les travailleurs n'hésitent pas à sortir leur porte monnaie et les encourager à continuer.

Au nombre des initiatives également, l'organisation d'une fête et d'un rassemblement à la porte de la boîte, où viendront des délégations d'entreprise et des travailleurs du quartier.

Le patron est contraint petit à petit à des manœuvres en recul. Il propose d'abord les 9 % d'augmentation mais sur les pièces. Les ouvrières évidemment n'en veulent pas. Il proposera ensuite cette augmentation sur le taux horaire mais assortie de menaces intolérables : mise à la porte, après avertissement, si le rendement n'est pas tenu, y compris en cas de panne de machine (ce qui arrive souvent) !!

Actuellement, la détermination des grévistes et le soutien qu'elles ont su obtenir pèsent certainement sur les négociations en cours.

● Série de grève  
dans l'Aisne

Les travailleurs et travailleuses de deux entreprises appartenant au même patron, dans le département de l'Aisne sont en grève actuellement pour obtenir le 13<sup>e</sup> mois pour tous, ainsi qu'une augmentation de salaire de 1 franc de l'heure.

Il s'agit des travailleurs des entreprises «Le Creuset» à Fresnoy le Grand (700 travailleurs en grève depuis trois semaines) et à Guise (700 travailleurs en grève depuis le 23 novembre).

Dans le même département, les ouvriers de l'entreprise Sidetol, à Chauny, qui sont en grève totale depuis quinze jours occupent leurs locaux de travail depuis le 24 novembre. Eux aussi exigent une augmentation de leur salaire.

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Filatures d'Ouville (Dieppe)

● 15 OUVRIERS PERQUISITIONNES  
● 7 MILITANTS CGT  
SCANDALEUSEMENT INCULPES  
DE «VOL ET RECEL DE STOCK» !

● Au milieu de la semaine dernière, le même jour où leurs 458 camarades recevaient comme eux leurs lettres de licenciements, 15 militants cégétistes, dont le Secrétaire du syndicat de la Filature d'Ouville (Seine Maritime) ont été perquisitionnés, à l'aube, par une centaine de flics ! Le but officiel de la perquisition : faire la «preuve» que les militants cégétistes en question s'étaient effectivement rendus coupables du vol de produits finis textiles à la Filature.

Suite à ces perquisitions 7 délégués cégétistes viennent d'être inculpés de «vol et recel de stock».

Tout commençait le 22 septembre de cette année : ce jour-là, le tribunal de Commerce de la ville de Dieppe (Seine Maritime) décidait la mise en liquidation judiciaire des biens de la filature d'Ouville, située dans la localité du même nom.

C'était la fermeture donc, de surcroît dans un contexte économique déjà désastreux dans la région : près de 4 000 emplois menacés d'être supprimés dans la région rien que pour l'année 1979 (Ericsson (téléphone), Sécurité sociale, textile...). Être licenciés, c'était donc ne pas avoir de travail pour longtemps. Aussi, les ouvriers et ouvrières de l'entreprise textile décidaient d'occuper leurs locaux de travail. De la mi-septembre jusqu'au début octobre, les grévistes vont mener de multiples actions offensives : manifestations diverses, journée «portes ouvertes», à l'usine, blocage de la route Le Havre-Dieppe, etc. Ces différentes actions, notamment la journée «portes ouvertes» vont rencontrer un succès important auprès de la population, qui soutient activement la lutte : achat notamment de la production faite par les ouvrières pour tenir le coup financièrement (les salaires du mois de septembre n'ont pas été payés).

Devant primitivement fermer, l'usine est finalement réouverte, le 4 octobre, après toutefois des départs en «pré-retraite». 500 travailleurs et travailleuses sont réembauchés. Cette réouverture ne va pas durer très longtemps. Plusieurs facteurs vont la remettre en cause :

— les directions de la SNCF et des Postes

Les perquisitions devaient durer environ une heure ; la police judiciaire emportait des différentes maisons fouillées, des draps, des couvertures et même parfois une partie du linge de maison trouvé dans les appartements !

L'objectif officiel des flics était de trouver des «preuves» du vol par les cégétistes de produits textiles finis de l'entreprise. Vu que chaque militant possède naturellement pour le moins un drap acheté à moindre prix à la filature, le vol sera vite «prouvé» dans ces conditions !

Les militants cégétistes perquisitionnés étaient ensuite emmenés à la gendarmerie d'Ouville et à celle de Dieppe, pour interrogatoires.

Enfermés dans des cellules, puis finalement relâchés après une manifestation de leurs camarades devant le Palais de justice de Dieppe, 7 délégués CGT ont été inculpés par le juge d'instruction de «vol et recel de stocks» !

Ce fait de répression grave vise par l'intimidation, à casser la lutte engagée par les ouvriers et ouvrières de la filature d'Ouville. Les grévistes ont répondu par le renforce-

ment de leur occupation, plus vigilants que jamais. Ils exigent la levée des inculpations !

— administrations clientes — décident de supprimer la totalité de leurs commandes.

— les banques refusent également de prêter l'argent, chose prévue auparavant.

Le tribunal de Commerce de Dieppe prononcera alors pour la seconde fois, le 21 novembre, la mise en liquidation judiciaire de la filature.

Le personnel, composé à 55 % par des femmes environ, décide de réoccuper les locaux de travail, reprenant la voie de l'offensive engagée en septembre.

C'est alors que la semaine dernière, à l'aube du mercredi 29 novembre, une bonne partie des brigades de police de la circonscription, mobilisée sur commission rogatoire, entamait à 6 heures du matin, une perquisition «en règle» de 15 militants CGT dont le secrétaire du syndicat.

La maison de chaque militant syndical était fouillée de fond en comble : cuisine, greniers, chambres d'enfants, jardins, armoires, commodes....

Rhône-Poulenc (Mantes)

UN PLAN CONFIDENTIEL POUR  
LUTTER CONTRE L'ABSENTEISME

● Depuis quelques années, en vue de lutter contre ce qu'il appelle le trop fort degré d'absentéisme, le patronat a, de plus en plus, tenté de faire appel à des officines parallèles de contrôle de type «sécurex» pour faire effectuer des contre-visites chez les travailleurs en arrêt maladie. L'objectif : faire annuler les certificats médicaux préconisant les arrêts maladie et forcer les travailleurs à reprendre le chemin de l'atelier, à peine ou pas guéri. Sans doute parce que les contrôles style «Sécurex» ont rencontré une opposition importante depuis quelque temps, la direction de l'usine Rhône Poulenc textile à Mantes, vient de mettre au point de nouveaux moyens pour pallier à l'absentéisme.

C'est la fédération du textile CGT qui vient de révéler l'affaire. Le nouveau plan contre l'absentéisme du trust est contenu dans une note confidentielle remise il y a peu de temps à différents directeurs.

Le document préconise d'abord un «traitement psychologique» de la «population ciblée» (entendez «la population concernée» c'est-à-dire 13,5 % du personnel en moyenne de l'usine Rhône Poulenc de Mantes). En cas de non réussite du traitement psychologi-

que, le document préconise «l'élimination», donc le licenciement. Le document propose d'abord «l'affichage journalier dans chaque atelier du nombre d'absents de la veille (hors congés payés et accidents du travail) ainsi qu'un entretien individuel à chaque retour de l'intéressé avec son chef de service.»

L'objectif en la matière est double : il s'agit de culpabiliser l'ensemble des travailleurs présents dans chaque atelier, de les dissuader de prendre,

à moins de ne plus pouvoir tenir debout, de congés maladie ! Pas forcément très efficace. Alors, il y a l'entretien avec le chef de service ou d'atelier qui prend déjà plus le caractère d'une pression, du fait qu'il est individuel.

Si tout cela ne suffit pas, le document préconise «d'informer la Sécurité sociale des cas que nous considérons comme douteux», le terme de «douteux» s'appliquant par exemple aux «personnes connues pour faire du travail pendant leur congé maladie». Il s'agit donc de faire pression directement sur la Sécurité sociale. Le terme de «travail» n'étant pas précisé, toutes les interprétations sont possibles ! N'importe quelle activité peut être qualifiée de telle, y compris celles auxquelles il est tout à fait logique et même recommandé de se livrer au fur et à mesure de la guérison pour reprendre des forces.

La direction de l'usine Rhône-Poulenc entend aussi faire pression directement sur les médecins !

«On peut imaginer en outre», dit le document, «une action auprès des médecins locaux». La direction de l'usine Rhône Poulenc voudrait donc mettre à sa botte les médecins de la région : une fois cet objectif rempli, envisagerait-elle de communiquer la liste des gens dits «douteux» à chacun d'eux ? On peut se poser la question !

L'ensemble de ces mesures — le document ne le cache pas le moins du monde — vise à «faire prendre conscience au personnel qu'obtenir un certificat du médecin ne met pas l'intéressé à l'abri d'ennuis éventuels». Bref, travailleurs de Rhône Poulenc, désormais, réfléchissez deux fois avant de savoir si votre état de santé nécessite une visite chez le médecin !

Il s'agit, dès maintenant, de s'opposer pied à pied à ces mesures !

# A TEHERAN : DES CENTAINES DE MILLIERS DE MANIFESTANTS BRAVENT LE COUVRE-FEU PENDANT TROIS NUITS

Vendredi soir, les manifestants sont partis des quartiers Est de Téhéran et se sont dispersés dans toute la ville. Des slogans religieux ainsi que des slogans réclamant le départ du Shah et l'abolition de la dynastie étaient scandés. Le même soir, des hélicoptères de l'armée sont intervenus pour mitrailler les manifestants sur les terrasses. Les gens se sont donc rassemblés devant leurs immeubles et sont descendus dans la ville en bravant le couvre-feu. Le plus grand nombre de victimes à déplorer se trouvait dans les ruelles où les manifestants se repliaient. Les tirs ont duré trois heures dans la nuit de vendredi à samedi. Il est très difficile d'avancer le nombre des victimes car toute la nuit, les camions de l'armée ont ramassé les morts et les blessés qui ont été emmenés dans les hôpitaux de l'armée. Des ambulances privées n'ont pas été autorisées à ramasser les blessés. Toute la matinée de samedi les arroseuses municipales ont arrosé les avenues pour les laver du sang des blessés et des morts. La police dispersait les gens, les journalistes ont été battus et leurs appareils brisés

pour les empêcher de rendre compte de l'importance du massacre. Le nombre des victimes pourrait avoisiner celui du vendredi Noir.

Samedi à Téhéran, la foule était trois fois plus nombreuse dans les rues que vendredi soir ; les coups de feu ont été moins nombreux. De nombreux quartiers ont été plongés dans l'obscurité qui a été totale après 21 h 30. Certains manifestants étaient revêtus d'un linceul pour montrer leur détermination à lutter jusqu'à la mort. Des manifestations regroupant plusieurs centaines de milliers de personnes ont eu lieu dans différentes avenues : Youssef Abad, Hafez, Jaleh, Sar Sabil, Fouzihe, Médiayat, Guisha, Jordan, Santanat Abad, Takht-jamfidi, Ferdowsi, et également près de la Société pétrolière. De nombreux habitants sont montés sur leurs terrasses pour manifester leur solidarité avec ceux qui, aussi nombreux que lors du vendredi Noir, défilaient dans la rue.

Dimanche à Mashad, une grande manifestation des étudiants et des professeurs de l'université a duré toute la journée. Le matin les affrontements

avec l'armée ont fait au moins deux tués ; l'après-midi au carrefour Naderi à Mashad, les soldats ont déposé leurs armes et ont rejoint la foule des manifestants. Des scènes de fraternisation ont eu lieu, les manifestants montaient dans les camions. Lorsque le colonel Tabatabaï, adjoint du gouverneur militaire de Mashad, a donné l'ordre aux soldats de tirer et que l'un d'eux a refusé, il a alors pris son revolver et l'a tué. Au cours de la scène confuse et de la fusillade qui a suivi, 9 personnes parmi la foule révoltée par cet acte, ont été tuées et 17 blessées, hospitalisées à l'hôpital Shak Reza qui a été aussitôt encerclé par l'armée. Des affrontements ont également eu lieu à Ispahan.

Tout le pays est paralysé par les grèves. On ne trouve plus ni fuel ni essence à Téhéran. Ce qui prouve que les réserves intérieures sont à sec, les exportations étant assurées en priorité. La télévision, les journaux sont toujours en grève. Samedi la grève était générale à Ispahan, où se déroulaient de nombreuses manifestations. Dimanche, le Shah aurait



tué Ali Amini, ancien Premier ministre, du Shah au début des années 60 et «père» de la «révolution blanche», celui-ci aurait tenté d'obtenir la démission du Shah afin de former un

«cabinet modéré» dans le but de sauver le pouvoir, l'ambassadeur d'Iran aux USA serait à l'initiative de cette tentative. Les jours qui suivent seront décisifs, pour l'avenir du régime

dans cette période de deuil religieux qui voit les manifestations redoubler de vigueur.

Correspondance de Téhéran

Le vote à la demande sur un projet de police fédérale en Suisse

## LA SUISSE DANS L'EUROPE DES POLICES

● C'est par 918 974 voix contre 723 214 que le projet de constitution d'une police fédérale a été repoussé dimanche. Un projet qui tendait à se mettre en place dans les faits.

Le projet de mise sur pied d'une police fédérale suisse, signifie 1 200 policiers avec plus de 600 «réservistes», spécialement entraînés et armés d'un matériel considérable et coûteux (pistolets-mitrailleurs, carabine de précision, chars blindés, fusils à tirs rapide équipés d'in-

fra-rouge) dont le but officiel est de «maintenir l'ordre public et la sécurité de l'Etat, assurer la protection de la visite des chefs d'Etat et des organisations internationales». Parmi ces 1 200 spécialistes, un contingent de 300 hommes constituerait un corps de lutte contre le terrorisme. Cette mesure vise à instituer un appareil de répression dirigé centralement, pouvant se déplacer rapidement où et quand il veut sans tenir compte des décisions cantonales.

Ce que demandait en fait Kurt Furgler, chef du département fédéral de Justice et Police au Parlement est de sanctionner un état de fait. En effet, le Conseil fédéral n'a pas attendu le vote du 3 décembre pour organiser sa police fédérale. En 1968 déjà, il avait proposé de mettre sur pied une police mobile intercan-

tonale. Ce projet, après avoir échoué une première fois, avait été remplacé par une coordination accrue des polices cantonales. C'est ainsi que en 1972, les polices de nombreux cantons ont participé à la répression de la manifestation contre le Shah d'Iran à Genève. Puis c'est à Moutier contre le mouve-

ment jurassien et à Goyesgen où plus de 1 000 policiers sont intervenus avec une extrême violence contre la marche anti-nucléaire, que le Conseil fédéral a mis son projet en pratique.

Lors du récent détournement de l'avion TWA à l'aéroport de Genève, Kurt Furgler dirigeait les opérations avec la collaboration étroite d'un commando armé ouest-allemand, venu de Bonn et stationnant à Payerne (à proximité de l'aéroport), sans avoir consulté la police cantonale genevoise.

Ceci ne diminue en rien l'importance du vote au Parlement car la bourgeoisie cherche à obtenir un large consensus populaire autour de la militarisation et de la centralisation de son pouvoir. Pour obtenir ce soutien, la bourgeoisie utilise à fond le climat d'insécurité qu'ont engendré les opérations terroristes de la RAF, et des Brigades rouges en Suisse allemande et italienne afin de convaincre l'opinion publique qu'une telle police est indispensable.

Cette mesure s'inscrit dans le contexte européen de renforcement de la collaboration des polices et de la restriction des droits démocratiques. Elle vise avant tout à marquer un

nouveau pas dans le processus de criminalisation des luttes populaires, (dont le mouvement anti-nucléaire).

On peut imaginer ce que seront les pouvoirs du Conseil fédéral face au développement des luttes des grévistes et des chômeurs, face aux occupations d'usines de plus en plus nombreuses, et aux luttes des paysans du Valais contre la pollution due au fluor. Car jusqu'à maintenant seule la police cantonale intervenait, sauf cas exceptionnel, lors de luttes populaires ce qui dans une certaine mesure localisait et limitait ses possibilités de répression face à ces luttes.

S. JEANNERET

## ● Israël viole la souveraineté territoriale libanaise

Le président du Parlement libanais a élevé une protestation aux Nations Unies contre l'aménagement par l'Etat sioniste d'un aéroport situé au Sud-Liban. Cet ouvrage qui sera bientôt achevé se trouve à Marj Kham dans un secteur contrôlé par les milices fascistes libanaises alliées d'Israël. Le représentant libanais a également dénoncé la construction d'un port par Israël sur le littoral libanais entre Ras Al Bayyada et Nagours.

## Israël et l'Egypte campent sur leurs positions

Sadate n'ira pas, le 10 décembre, à Oslo pour y recevoir le prix Nobel de la paix. Ce refus égyptien est directement lié à l'opposition d'Israël d'associer, au traité de paix séparée israélo-égyptien, une annexe affirmant l'intention des deux parties de lier le premier règlement à celui de la Cisjordanie et de Gaza. L'Egypte ne peut en effet se contenter d'un simple traité de paix avec Israël car elle est obligée de tenir compte de l'hostilité de l'ensemble des pays arabes à la capitulation de Sadate.

Ce dernier cherche, par une formule, à échapper aux accusations de vouloir signer une paix séparée qui exclurait totalement le peuple palestinien.

L'Egypte, par l'intermédiaire de son Premier ministre, Mustapha Khalil, qui s'est entretenu vendredi à la Maison Blanche, avec Carter, serait prête à de nouvelles concessions, elle se contenterait d'un échange de lettres au sujet de la Cisjordanie et de Gaza, à condition d'obtenir d'Israël une date précise pour l'organisation d'un référendum dans ces territoires.

La position israélienne n'a pas bougé d'un iota et Begin a déclaré que «deux ou trois semaines encore de négociations sont nécessaires pour arriver à un accord.» Jeudi, le ministre israélien de l'Agriculture a annoncé que de nouvelles colonies seront créées en Cisjordanie et sur le Golan, dès la fin du délai de trois mois, fixé pour la durée des négociations de paix lors de la conférence de Camp David.

Carter, quant à lui, ne s'est pas montré optimiste dans la conférence de presse qu'il a donné vendredi. Il s'est déclaré «désolé du temps nécessaire à mettre au point le traité de paix.» Il est désormais peu probable que le traité israélo-égyptien puisse être signé avant la fin de l'année.

Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

## ● RFA : 37 000 sidérurgistes en grève



Les ouvriers sidérurgistes allemands protestent contre le lock-out qui touche 80 000 de leurs camarades. Sur les pancartes on peut lire : « Cette entreprise est en grève » et « le lock-out est contraire à la dignité humaine ». Ce lock-out est la réplique du patronat allemand contre la grève suivie par 37 000 ouvriers sidérurgistes de la Rhur. A Bochum 10 000 ouvriers ont manifesté jeudi contre cette mesure. Cette grève qui s'étend est la première en 50 ans dans cette région de l'Allemagne. Les travailleurs réclament une augmentation de salaire de 5 % mais surtout la semaine de 35 heures.

## ● Somalie : non aux ingérences étrangères dans la Corne de l'Afrique

Alors que se développe en Erythrée, l'agression soviéto-cuvaine pour appuyer Mengistu, le président somalien réaffirme ses positions sur la situation dans la Corne de l'Afrique. Tel ce discours prononcé le 21 octobre dernier, où il rappelait le droit des peuples de la Corne de l'Afrique à l'autodétermination « droit légitime et imprescriptible ». Citant les mouvements de libération en Ogaden et en Erythrée, il a déclaré qu'il « rest impératif qu'une voie soit trouvée pour permettre à ces peuples d'user de leur droit à l'autodétermination ». Dénonçant violemment l'influence étrangère dans la Corne de l'Afrique, le président somalien s'en est pris en particulier aux alliés de l'URSS (l'URSS et Cuba), qui « prennent parti ouvertement contre de faibles mouvements de libération luttant depuis longtemps pour leurs droits, sans autres armes que la volonté de leurs peuples ». Pour Siad Barre, l'URSS et Cuba se servent l'une et l'autre de leur prestige auprès des peuples, c'est pourquoi il demande dans ce discours à l'URSS et à ses alliés de « changer leur politique, de respecter les droits à l'indépendance et à la liberté, et de mettre un terme aux menaces et aux visées agressives contre la République démocratique de Somalie ». Il devait affirmer que c'est aux pays africains « qu'il appartient de proposer des solutions... collectivement ou bien entre les pays qui sont concernés par ces problèmes spécifiques ».

## Roumanie

# CEAUCESCU REAFFIRME DES POSITIONS D'INDEPENDANCE VIS-A-VIS DE MOSCOU

● Dans un discours public, prononcé vendredi à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de « la fondation de l'Etat unitaire roumain », le président Nicolas Ceaucescu a réitéré les positions qu'il avait défendues à Moscou, face aux pressions soviétiques, lors de la dernière réunion du Pacte de Varsovie, positions en

Nicolas Ceaucescu est resté prudent mais ferme dans ses positions, dans son discours de vendredi, où il a été vivement acclamé par la foule, l'interrompant fréquemment aux cris de : « Nous vaincrons ». Il a longuement expliqué les positions prises par la Roumanie au dernier sommet du Pacte de Varsovie et il semble qu'elles ont recueilli le large assentiment du peuple roumain, profondément attaché à son indépendance nationale. Le président Ceaucescu a affirmé : « Nous ne nous proposons pas d'augmenter les dépenses militaires », ajoutant que les crédits militaires supplémentaires demandés par les autres membres du Pacte de Varsovie « doivent au contraire aller au développement du bien-être de la population ».

Le chef de l'Etat roumain estime que le Pacte de Varsovie est conçu pour riposter « en cas d'attaque impérialiste en Europe » et que, dans cette éventualité, la Roumanie « assumerait tous ses engagements » et « demanderait si la situation l'exigeait, au peuple et à ses organismes dirigeants, la possibilité d'allouer des fonds supplémentaires à la défense ». Mais il a tenu à souligner que chaque Etat membre du Pacte de Varsovie devait consolider seul l'armée de son pays et que « l'armée roumaine n'agira que sous le commandement et sous les ordres des organes suprêmes du peuple et de l'Etat ». Il a implicitement exclu toute extension du champ d'activité du Pacte, ajoutant, toujours à propos du conflit qui oppose le Vietnam

et le Cambodge (sans citer ces pays nommément) : « Nous ne saurions ignorer que des différends graves existent entre certains pays socialistes ». Ils sont d'autant plus préoccupants « lorsqu'ils poussent à appuyer des mouvements intérieures dirigés contre les Etats ». On peut penser que cette dernière phrase vise directement les dirigeants du Vietnam qui, par leurs tentatives pour fomenter des troubles au Cambodge, cherchent à destabiliser le régime cambodgien à leur profit. C'est donc un non catégorique de la Roumanie aux manœuvres du Kremlin visant à étendre le champ d'action du Pacte de Varsovie, afin qu'il serve la politique d'agression du social-impérialisme soviétique.

et le Cambodge (sans citer ces pays nommément) : « Nous ne saurions ignorer que des différends graves existent entre certains pays socialistes ». Ils sont d'autant plus préoccupants « lorsqu'ils poussent à appuyer des mouvements intérieures dirigés contre les Etats ». On peut penser que cette dernière phrase vise directement les dirigeants du Vietnam qui, par leurs tentatives pour fomenter des troubles au Cambodge, cherchent à destabiliser le régime cambodgien à leur profit. C'est donc un non catégorique de la Roumanie aux manœuvres du Kremlin visant à étendre le champ d'action du Pacte de Varsovie, afin qu'il serve la politique d'agression du social-impérialisme soviétique.

un droit exclusif pour le commandement militaire suprême du Pacte, de prendre des décisions concernant l'utilisation des armées du Pacte. Ce qui aurait pour effet de mettre les troupes roumaines sous le contrôle direct du commandement soviétique, d'où la réaction du président Ceaucescu, qui insiste sur le fait qu'aucun soldat roumain ne sera autorisé à recevoir des ordres de l'étranger.

Au cours de son discours de vendredi, Ceaucescu a répété solennellement qu'il n'avait signé aucun engagement ni aucun document autre que « la déclaration adoptée à l'unanimité ». Il a insisté sur la nécessité d'un désarmement nucléaire afin d'éviter une conflagration générale et, réduisant les budgets militaires et en obtenant le retrait des troupes étrangères et des armes nucléaires stockées en pays étrangers. Il a mentionné la possibilité de créer « entre les deux blocs » une zone « sans armes, ni armement, ni manœuvres ». Le secrétaire général du P.C. roumain, qui a ainsi affirmé ses positions, semble bien recueillir l'adhésion populaire en vue de la résistance à l'URSS pour le respect de l'indépendance nationale.

### LES PROPOSITIONS REJETÉES PAR LA ROUMANIE

La presse yougoslave a publié des informations sur le contenu des propositions soviétiques rejetées par la Roumanie : l'une concernerait une déclaration de soutien à l'assistance militaire soviétique à Cuba et la livraison à ce pays des Mig-23. Selon les mêmes informations yougoslaves, la Roumanie a également rejeté une deuxième déclaration approuvée par les autres membres du Pacte, et qui prévoyait en temps de guerre,

Frank ROUSSEL

## ● Manifestation fasciste à Lisbonne

Vingt à trente mille personnes ont manifesté vendredi à Lisbonne en scandant des slogans tels que « A bas la réforme agraire », « Mort aux communistes » et « Ni Soares ni Cunha ». Cette manifestation regroupait les personnalités les plus réactionnaires du Portugal tels que le général Kaulza de Arriaga et le major Sanchez Osorio.

En revanche, à Porto et dans plusieurs villes du nord du pays, se sont déroulées des manifestations contre la vie chère et pour la défense de la réforme agraire à l'initiative de la centrale syndicale CGTP (proche du PCP).

## Résolution de la 5<sup>e</sup> session du Comité central du Parti Communiste Marxiste-Léniniste (PCML)

La question du développement de l'unité des pays ouest-européens est une nouvelle fois à l'ordre du jour. L'élection prochaine du Parlement européen au suffrage universel, comme l'élargissement de la communauté européenne à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, suscite un âpre débat politique.

Pour définir l'orientation de sa campagne sur ces questions de grande importance, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste tient compte à la fois de la gravité de la situation internationale, notamment des dangers de guerre mondiale, et aussi du fait que c'est la bourgeoisie monopoliste qui réalise l'Union européenne.

Aujourd'hui, à travers des conflits armés en Afrique et en Asie, les USA et l'URSS accentuent leur rivalité dont l'enjeu principal en définitive est l'Europe. L'Union soviétique a no-

tamment considérablement renforcé ses efforts militaires pour couper l'Europe de l'Ouest des USA, diviser les pays européens et ainsi pouvoir les contrôler.

En s'unissant, les neuf pays de la CEE entravent la domination politique et économique des USA dans plusieurs domaines, même si la pénétration du capital monopoliste américain se poursuit.

Dans le même temps leur union constitue un obstacle sérieux aux entreprises de l'URSS qui cherche à les diviser pour mieux les avaler l'un après l'autre, selon une stratégie déjà pratiquée par l'Allemagne d'avant 1939.

Cependant la bourgeoisie monopoliste des neuf pays mène contre les deux superpuissances une politique inconséquente, hésitante, et souvent « munichoise ».

Sur le plan intérieur, l'union des pays de l'Eu-

pe de l'Ouest est utilisée par les bourgeoisies monopolistes pour accroître la domination du capital monopoliste tant dans l'industrie que dans l'agriculture, ce qui entraîne une aggravation des conditions de vie et de travail des ouvriers, de la paysannerie laborieuse et des masses populaires.

L'idéal de démocratie et de progrès proclamé par les promoteurs de la Communauté européenne n'est en réalité qu'un mensonge qui cache mal la répression anti-populaire, réactionnaire, organisée au plan européen (espace judiciaire, coopération des polices...).

C'est pourquoi à l'occasion de l'élection du Parlement européen en juin 1979, le PCML mènera sa campagne politique pour :  
- dénoncer la subordination du Parlement européen aux intérêts des capitalistes monopolistes  
- dénoncer les program-

mes de défense du système d'exploitation sur lequel les différents partis politiques bourgeois (PCF compris) cherchent à être élus.

Dans le même temps, le PCML mènera campagne pour exiger que l'union des pays européens établisse des relations sur un pied d'égalité avec les pays du Tiers Monde ; pour qu'elle renforce son caractère de résistance unie aux entreprises hégémoniques des deux superpuissances, notamment contre les tentatives de domination économique et de tous ordres du social-impérialisme soviétique. Le PCML dénoncera les tendances à la capitulation qui se manifestent dans la ligne des formations politiques bourgeoises en présence, en particulier la ligne des dirigeants révisionnistes du PCF. Leur mot d'ordre « Non à l'Europe des monopoles, oui à l'Europe des travailleurs » est purement démagogi-

que. La cible qu'ils proposent aux luttes des travailleurs c'est l'unité européenne. Ils divisent les peuples et les pays européens par une campagne chauvine et xénophobe qui cache la véritable cause de l'exploitation : le capitalisme. Ils ne cessent de préconiser la coopération avec l'Union soviétique, la détente face à l'URSS. En invoquant un danger allemand, ils éludent la question de la résistance unie des pays et des peuples européens aux véritables dangers qui les menacent aujourd'hui.

Tout en voyant dans l'union des pays de la CEE et son élargissement un facteur positif qui permet le renforcement de la lutte solidaire des peuples européens contre les dangers de guerre, pour leur indépendance nationale, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste appelle la classe ouvrière et les masses po-

ulaires à compter fondamentalement sur leurs propres forces pour lutter contre l'hégémonie, pour se préparer en prévision d'une guerre et les appelle à construire leur unité dans la lutte de classe contre leurs bourgeoisies respectives et les deux superpuissances.

- Contre la politique de restructuration, d'oppression des masses populaires des bourgeoisies européennes

- Contre la liquidation accélérée de la petite production agricole

- Pour l'union des peuples et pays européens contre la politique d'hégémonie des deux superpuissances, notamment de l'URSS.

LE COMITE CENTRAL  
DU PCML  
le 26 novembre 1978

# Namibie : élections organisées par les racistes

## ● Dernières manœuvres contre l'indépendance

Lundi, les racistes d'Afrique du Sud organisent des élections en Namibie, pays qu'ils occupent depuis 60 ans. Alors que cette politique est condamnée par l'ONU, les Occidentaux ont refusé de faire sérieusement pression sur l'Afrique du Sud. En même temps, les impérialismes occidentaux favorisent la politique de Smith en Rhodésie et accentuent leurs pressions sur la Zambie, pays de la ligne de Front. Cette tentative de renforcer les régimes racistes contre la lutte des peuples d'Afrique Australe augmente la tension dans la région, ce qui du même coup, accroît les possibilités de manœuvres et d'intervention de l'URSS.

La Namibie (Sud-Ouest africain) a été colonisée par l'Allemagne à partir de 1884. Après la première guerre mondiale, l'Allemagne, battue a été privée de ses colonies et l'Afrique du Sud s'est vue confier un «mandat» sur la Namibie par la Société des Nations (organisation internationale contrôlée par les impérialistes).

En fait, le gouvernement raciste de Prétoria se servira de ce mandat pour coloniser la Namibie, instaurer le régime de l'apartheid et piller les extraordinaires richesses minières du pays. En 1966, sous la pression des pays d'Afrique et du Tiers Monde, les Nations Unies ont retiré à l'Afrique du Sud son mandat, enlevant toute justification légale à l'occupation de la Namibie. Loin de se soumettre, le régime raciste décide alors d'annexer purement et simplement la Namibie : à partir de 1969, il ne publie plus de statistiques séparées, pour montrer que, selon lui, le «Sud-Ouest africain» n'est qu'une «cinquième province».

En même temps, le régime raciste développe la répression contre les patriotes de la SWAPO. Ses militants légaux sont emprisonnés et torturés par milliers, assassinés dans les prisons ou condamnés à mort. Contre les guerilleros de la SWAPO qui mènent la lutte armée, Prétoria organise l'occupation militaire et le quadrillage de régions entières du pays.

Le combat de la SWAPO est vigoureusement soutenu aux Nations Unies par les pays d'Afrique et du Tiers Monde qui doivent combattre pied à pied les Occidentaux qui, pour sauvegarder leurs intérêts en Afrique Australe, font tout pour sauver la mise des racistes, notamment en utilisant leur droit de veto.

En 1973, l'Assemblée générale de l'ONU reconnaît la SWAPO comme seul représentant légitime du peuple de Namibie et demande à l'Afrique du Sud de cesser l'occupation du pays. Mais les Occidentaux persistent à saboter l'application des résolutions au niveau du Conseil de sécurité : en l'absence de sanctions économiques obligatoires, les injonctions de l'ONU restent lettre morte.

### LES MANOEUVRES OCCIDENTALES

Mais les événements s'accroissent en Afrique australe. Ils vont contraindre les Occidentaux à

## ● Risques d'internationalisation accrue

vite, il assortit cette concession de principe de conditions inadmissibles : il nomme un «administrateur provisoire» qui est un juge sud-africain, il maintient l'occupation militaire décidée l'annexion pure et simple de Walvis Bay (voir encart). La répression contre le mouvement de libération continue, tandis que Prétoria organise des partis fantôme sur des bases tribales.

Pendant dix-huit mois, de longues négociations organisées par les cinq occidentaux portent sur la question des élections en Namibie. Tout en maintenant fermement ses positions de principe, la SWAPO fait des concessions pour mettre en évidence le fait que Prétoria ne veut pas réellement conclure un accord. En septembre dernier, les racistes, se sachant protégés par les Occidentaux, rejettent le règlement mis au point par l'ONU. Ils annoncent l'organisation unilatérale d'élections en Namibie. Il s'agit d'un défi lancé à l'opinion publique internationale : les Occidentaux ne peuvent l'empêcher ; mais par ailleurs ils ne peuvent éviter, le mois dernier, que le Conseil de Sécurité vote un avertissement à l'Afrique du Sud, qui se présente comme le dernier avant les sanctions.

### DES ÉLECTIONS MONTÉES DE TOUTES PIÈCES

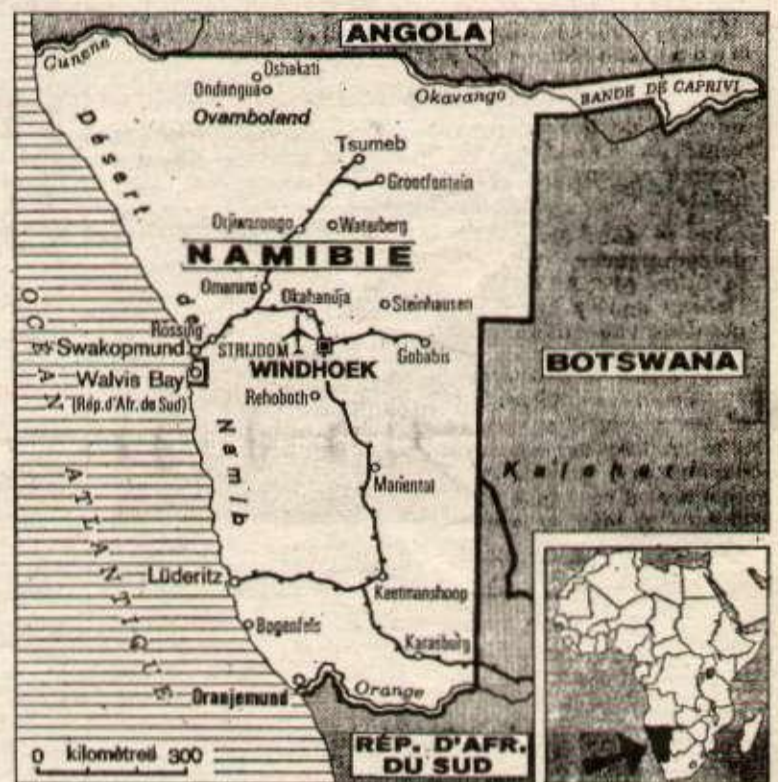
Selon toutes les informations recueillies, ces dernières semaines, la «campagne électorale» a été entièrement montée et mise en scène par l'Afrique du Sud. Alors que la SWAPO appelait au boycott, la plupart des patrons blancs ont forcé leurs ouvriers noirs à s'inscrire sous peine de perdre leur emploi. Dans le Nord du pays, les hôpitaux ont refusé de soigner les Noirs qui ne montraient pas leur carte d'électeur. La DTA, parti raciste et fantôme de Dick Mudge a organisé une campagne d'intoxication à l'américaine avec 500 permanents, 72 unités vidéos, dix ciné-cars et un chapiteau itinérant de 5 000 places, affichage massif calomniant la SWAPO, distribution gratuite de bière, etc. Le budget de cette campagne est de 500 000 dollars depuis le début de l'année. Elle est financée, bien entendu, par l'Afrique du Sud, mais aussi par des subventions venant d'Allemagne fédérale, du patronat et des milieux de droite.

Même si les racistes prétendent accepter par la suite, des élections sous contrôle de l'ONU, il n'en est pas moins clair qu'ils entendent se prévaloir de la consultation d'aujourd'hui pour tenter d'imposer leur pouvoir fantôme et se lancer dans une guerre contre les peuples d'Afrique australe qu'ils préparent dès aujourd'hui.

### LES RISQUES D'INTERNATIONALISATION DU CONFLIT

Alors que la SWAPO, condamnant la mascarade électorale de décembre, a lancé un appel pour une intensification de la lutte armée, les racistes doublent leurs manœuvres politiques de graves menaces militaires.

Selon la SWAPO, le gouvernement de Prétoria masse actuellement des troupes et des chars dans le Nord du pays, particulièrement près de la frontière angolaise. L'aéroport militaire d'Oudangwa a été agrandi et équipé pour recevoir des hélicoptères et des Mirage. Depuis plu-



sieurs semaines, le gouvernement angolais fait état de ces menaces et du survol du territoire de l'Angola par des avions sud-africains.

C'est au même moment que la reprise d'activité de l'UNITA à l'intérieur de l'Angola met en difficulté le gouvernement de Neto. Celui-ci tente actuellement d'agrandir sa marge de manœuvre à l'égard de l'URSS et de Cuba : en ne se montrant pas prêt actuellement à entrer dans le COMECON, en normalisant ses relations avec l'Occident, en se réconciliant avec Mobutu pour ouvrir le chemin de fer Zaïre-Angola. L'action de l'UNITA qui empêche actuellement la réouverture du chemin de fer et attaque les forces du gouvernement angolais, alors que pèse la menace sud-africaine, semble coordonnée avec la politique de Prétoria. Cette double offensive empêche de plus Neto de se débarrasser des troupes soviéto-cubaines, alors que ce départ est souhaité par un nombre croissant de pays africains et que Neto l'aurait envisagé.

Car le but des racistes semble bien être d'intervenir massivement en Angola et d'entrer en confrontation directe avec les troupes soviéto-cubaines en Angola. Dans cette éventualité, ils pourraient prétendre qu'il ne

s'agit pas d'un conflit entre l'occupant raciste et le mouvement de libération namibien, mais d'une lutte entre les agents de Moscou et les «défenseurs de l'Occident». Ils pourraient ainsi appeler à la protection des USA.

Les pays de la ligne du front, qui soutiennent les luttes des peuples de Namibie et du Zimbabwe, ne souhaitent pas une internationalisation du conflit. Ils avancent la position selon laquelle les Africains ont tout intérêt à être leurs propres libérateurs. De son côté, Sam Nujoma, dirigeant de la SWAPO, souhaite une intervention éventuelle d'un contingent militaire de l'ONU, auquel pourraient participer des pays africains. Mais si l'Afrique du Sud envahit l'Angola, on peut craindre une escalade militaire très rapide des deux superpuissances. En effet, Brejnev et Castro n'attendent qu'une occasion de rééditer une opération analogue à celle de l'Angola. Tout en s'implantant militairement, ils gagneraient politiquement du terrain, en se présentant comme les «alliés naturels» de l'Afrique contre les racistes. Mais inévitablement, ils se heurteront à la volonté d'indépendance des peuples d'Afrique qui entendent être leurs propres libérateurs et ne pas se débarrasser d'un maître pour en adopter un autre.

### L'enjeu de la Namibie

- Un million environ d'habitants
- Superficie : 825 000 km<sup>2</sup>
- Densité : un peu plus d'un habitant par km<sup>2</sup>
- Diamants : deuxième producteur du monde, exploités à 95 % par la De Beers sud-africaine.
- Uranium : gisement à ciel ouvert de Rössing, le plus important du monde (100 000 tonnes). C'est sur ce minerai et sur la technologie française que s'appuie le programme nucléaire de l'Afrique du Sud.
- Cuivre, zinc, plomb, tungstène
- Elevage : 1 800 000 têtes (bœuf et mouton) ; exportation de viandes et de fourrures en Europe.

### LE PORT DE WALVIS BAY

Le port de Walvis Bay, seul port en eau profonde entre Lobito en Angola, et le Cap, est le seul débouché maritime de la Namibie. En prétextant des accords coloniaux passés au début du siècle, l'Afrique du Sud a annexé Walvis Bay, le 1<sup>er</sup> septembre 1915, en même temps qu'elle acceptait formellement l'indépendance. Il s'agissait de garder par ce moyen le contrôle de l'économie du pays, en ayant la possibilité de l'asphyxier. En même temps, Walvis Bay est une vaste base militaire située sur la route des pétroliers, qui, depuis le Golfe en passant par le Cap approvisionne l'Europe.

Ainsi la Namibie de par ses richesses et sa position stratégique est un enjeu de la rivalité des deux superpuissances. Les USA protègent Prétoria et manœuvrent pour y garder leurs intérêts. L'URSS fera tout pour s'y implanter.



## ● Erythrée : un général soviétique aurait été tué

Selon des sources occidentales, le Front Populaire de Libération de l'Erythrée aurait annoncé samedi à Beyrouth qu'il avait abattu un hélicoptère à bord duquel se trouvait un général soviétique et trois autres militaires soviétiques. Il s'agirait du général qui commande l'actuelle offensive éthiopienne.

## ● Un réfugié de RDA condamné en RFA

Werner Weinhold, originaire d'Allemagne de l'Est, était passé à l'Ouest le 19 décembre 1975. Etant soldat à l'époque, il avait passé la frontière armé d'un pistolet mitrailleur, en abattant deux Vopos. Cette affaire avait donné lieu à une polémique entre les deux Allemagne, la RDA réclamant l'extradition du réfugié, au motif qu'il aurait tiré le premier sur les Vopos. En 1976, il avait été acquitté par le tribunal d'Essen. Le jugement avait été annulé par la cour de cassation. Le tribunal de Hagen l'a condamné à cinq ans de prison.

## ● «La conscience active» sur Europe 1

Mme Pelletier «a un grand pouvoir, c'est la volonté du Président de la République». Mme Pelletier, peut être ne connaissez vous pas ? Elle est ministre de la Condition féminine ; elle parlait dimanche soir au Club de la presse. Elle propose que dans toutes les instances de décision il y ait 30 % de femmes (Parlement, Conseils municipaux, CE, etc) «il n'y aura plus besoin d'un ministre de la Condition féminine quand cet objectif aura été atteint» a-t-elle ajouté. Mme Pelletier a également affirmé qu'elle était «la conscience active» des autres ministres.

## ● Monsieur le maire de Villejuif fait campagne policière

Samedi, dans votre municipalité, à Villejuif vous présidiez un meeting pour exiger l'ouverture d'un commissariat et la multiplication d'îlots. Pour vous faire comprendre, vous avez rappelé «la recrudescence de vols, d'attaques et d'agressions de toutes sortes». Le lendemain matin, on apprenait qu'un gang constitué de policiers opérait dans les départements de la Couronne parisienne. Ces braves agents, voyez-vous monsieur le Maire, volaient des voitures quasiment neuves, les maquillaient et les revendaient dans les prétendus DOM-TOM. Le petit jeu durait depuis un an ; une centaine de propriétaires de véhicules ont ainsi été dépossédés. Ne doutons pas que dans les réunions que votre parti multiplie pour exiger l'ouverture de commissariats vous imputiez ces vols de voitures à n'importe qui mais sûrement pas à la police...

## ● Crédit Agricole (St Etienne) : grève pour la réintégration d'une employée

La majorité des 257 employés et employées de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Saint Etienne (Loire) ont arrêté le travail jeudi dernier, pour une durée illimitée. L'objectif de ce mouvement : obliger la direction de la Caisse à revenir sur sa décision de licencier une des employées embauchée avec contrat à durée limitée.

Depuis son embauche à la Caisse, l'employée aujourd'hui licenciée, avait vu son contrat reconduit par trois fois. La direction du Crédit Agricole, n'ayant plus besoin de l'employée, la licencie, après l'avoir fait travailler notamment avec un salaire plus bas que celui des autres employés. La grève déclenchée à Saint Etienne, s'est étendue à plusieurs agences du département.

## Sescosem Grenoble : le mur de la honte

### LES OUVRIERES DES «MASQUES» TOUJOURS EN GREVE

La section syndicale CFDT et le service «masques» de la Sescosem communiquent : Le service masques de la Thomson-CSF-Sescosem en grève totale illimitée depuis le 15 octobre poursuit sa lutte. Il se trouve confronté à une attitude de blocage complet de la part de la direction locale qui refuse de négocier sérieusement, bien que les revendications des ouvrières n'aient rien d'impossible : 100 F d'augmentation, reconnaissance de la qualification professionnelle des femmes. Mais, refusant de négocier, la direction risque de mettre l'ensemble de l'usine au chômage technique, l'atelier en grève étant au départ de la production.

Elle essaie donc depuis 15 jours de sortir la production des masques par tous les moyens : essai de soustraction à l'extérieur de l'usine, envoi de tech-

niciens à Paris dans une usine de Thomson-CSF à Corbeville, procès en référé pour faire expulser par les forces de l'ordre les grévistes qui occupent les portes. Aujourd'hui 30 novembre, nouvelle intervention de la direction : un mur est construit tout autour de l'atelier pour empêcher l'accès aux grévistes et permettre aux techniciens et aux ingénieurs de pénétrer dans l'atelier transformé en bunker. Cette nouvelle invention des patrons a suscité une grande indignation de la part des travailleurs du centre qui ont débrayé le matin et l'après-midi. L'inspection du travail a demandé la destruction immédiate de cette construction qui enfonce les règles élémentaires de sécurité. La lutte se poursuit donc.

Après avoir refusé de soutenir cette grève, la CGT a rejoint la CFDT

pour organiser le mouvement de protestation.

Il semble donc que la lutte des ouvrières de l'atelier «masques» commence à porter des coups à la direction. De plus, la décision de faire faire la production à Paris avec un ingénieur et un technicien de Grenoble n'a pas permis de faire une production correcte ; voilà qui en dit long sur la qualification d'un travail dont les ouvrières exigent la reconnaissance.

Vendredi matin, après que de nombreuses ouvrières de l'usine soient venues voir ce que l'on appelle déjà le mur de la honte, la direction convoquait les grévistes pour leur dire qu'elle était prête à revoir le système de classification. L'après-midi pourtant, c'était déjà oublié et elle ne voulait plus rien entendre. Quel jeu joue-t-elle ? Par ailleurs la

CGC a entamé une campagne contre la CFDT et les grévistes en disant qu'ils risquaient de provoquer le chômage ; elle tente aussi de marginaliser la CFDT en l'accusant d'être responsable de soi-disant «lettres de menaces anonymes» que des cadres auraient reçues. La direction continue son travail de sape et de division sur le thème «le salaire des grévistes serait supérieur à celui des autres ouvrières».

La semaine s'ouvre dans une situation difficile pour les ouvrières des masques. Pourtant, la grève est en train de porter des coups très durs au patron et les ouvrières des masques font un travail que bien peu peuvent faire, ce qui est un argument en leur faveur. Les négociations s'engageaient lundi en présence de l'inspection du travail.

Correspondant Grenoble

## JEUNES RPR : HAPPENING ANTI-GISCARDIEN

Samedi, la pelouse de Reuilly accueillait une certaine jeunesse, à l'occasion de la convention nationale des jeunes du RPR. En soi, cette réunion n'aurait pas une importance exceptionnelle : le poids des jeunes RPR n'est pas des plus déterminants dans la vie politique française. L'intérêt réside peut-être dans l'extrême vigueur des critiques adressées à la politique giscardienne. C'est dans une atmosphère hystérique que les jeunes chiraquiennes ont conspu le «néo-libéralisme» de Giscard, hurlé «Giscard démission» et «Chirac président».

A tel point que les dirigeants nationaux du mouvement ont dû prendre leurs distances face à l'excès des critiques. Quoique Chirac ait envoyé, de son hôpital, un télégramme à la convention où il déclare notamment : «Jeunes, vous refusez les concessions, les abandons, les renoncements ! Vous dérangez. Comme je vous comprends». Bref, vous êtes peut-être allés un peu loin, en disant tout haut ce que je pense tout bas, mais ce n'est pas forcément une mauvaise chose de taper du poing sur la table face à Giscard.

Les jeunes RPR au-

ront du reste critiqué avec virulence les «combinaisons». Les jeunes RPR auront du reste virulemment critiqué les «combinaisons subalternes», entendez par là la prudence dont fait preuve le groupe parlementaire RPR face à Giscard. Seul Chirac semble échapper à la critique. Ces propos virulents amèneront Devaquet à donner des garanties que l'affrontement au sein de la majorité aura lieu... plus tard. Il a appelé ses troupes à plus de retenue pour l'immédiat, déclarant : «Tant que l'essentiel n'est pas remis en cause, notre rôle n'est pas de renverser le gouverne-

ment». Ajoutant, pour reconforter ses militants : «Après la session (parlementaire), nous ferons le bilan et vous jugerez. L'essentiel risque d'être remis en cause. Dans ce cas, vous pouvez faire confiance à Jacques Chirac et à chacun d'entre nous. Nous saurons assumer nos responsabilités, aussi lourdes soient-elles».

L'intérêt pour le RPR de provoquer à bref délai une crise gouvernementale n'est pas des plus évidents, et cela restera des paroles verbales. Mais il fallait bien laisser s'exprimer la grogne croissante d'une partie du RPR.

## QUAND APOSTROPHE EST UNE TRIBUNE POUR LES COLLABOS ET LEURS AVOCATS

«Je ne suis pas d'accord pour dire que Pétain a trahi», cette réflexion d'Amouroux, co-directeur du journal Rhônes-Alpes et historien, rend compte du ton de la dernière émission d'Apostrophe. Pour déviser sur «les intellectuels de la collaboration», six auteurs dont trois ont participé à la Résistance. Ce ne sont pas ces derniers qui ont tenu les propos les moins révoltants ! Ainsi a-t-on entendu Dominique Desanti intellectuelle anciennement au PCF faire l'éloge de Drieu La Rochelle, fasciste avoué à qui elle vient de consacrer un

volumineux ouvrage. Ainsi a-t-on entendu le Père Bruckberger, collaborateur si l'on ose dire du journal l'Aurore jusqu'à la semaine dernière, mais qui s'opposa en son temps à l'occupation hitlérienne, se montrer étrangement indulgent pour ses anciens amis pétainistes (d'avant la rencontre entre Hitler et Pétain à Montoire en 1940). Ainsi l'on entendit Amouroux et autres, sans que j... Bernard Pivot l'anim... Je l'émission, rétablisse les faits, fasse taire ces gens-là. Visiblement, il éprouvait même une certaine sym-

pathie pour Lucien Combellé condamné à la Libération, à la réclusion pour «intelligence avec l'ennemi». Celui-ci devait d'ailleurs déclarer avec flegme «je ne renie pas mon passé» !

Certes Pivot fit timidement remarquer à D. Desanti que Drieu était antisémite, mais il semble se satisfaire des pseudo explications de celle-ci selon lesquelles «tout le monde «elle en tout cas» avoua telle- avait «des moments de délire» L'émission devait quasiment se conclure sur cette

«révélation» de Bruckberger selon laquelle De Gaulle l'aurait chargé de faire savoir à Darnand, chef de la milice, officier de la Waffen SS, qu'il ne pouvait le gracier mais «qu'il lui gardait son estime de chef militaire...»

Une émission qui prenait sa place dans une période où l'on publie les interview de Darquier de Pellepoix, où Bosquet et Leguay sont honorablement connus, où des apologistes du nazisme enseignent à l'université...